



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

ÉVITER QUE LES ACCORDS DE PAIX AU SUD SOUDAN N'OCCULTENT LA CATASTROPHE HUMANITAIRE QUI MENACE LE DARFOUR

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) exprime sa profonde préoccupation sur la guerre interethnique dans la région de Darfour située à l'ouest du Soudan.

Dans le sud du Soudan, on vient juste de signer l'accord de paix du plus vieux conflit du continent. La fin de ce conflit occulte le risque de catastrophe humanitaire du conflit du Darfour qui se déroule dans l'indifférence de l'opinion africaine et internationale: depuis février 2003, ce conflit a fait plus de 10 000 morts, plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays, et environ 110 000 réfugiés, de dizaines de villages brûlés, de troupeaux volés, des viols, de zones interdites aux organisations humanitaires et aux étrangers, bref une grave crise humanitaire qui s'avance avec de risque de famine.

En février 2003, le Mouvement/l'Armée de libération du Soudan (M/ALS) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) ont demandé au gouvernement soudanais d'arrêter d'armer les " communautés arabes " (Janjawad) à Darfour et de se concentrer sur le sous-développement de la région. Le gouvernement soudanais a répondu par une campagne massive de bombardement contre les communautés Zaghawa, Masaalit et Fur (les " communautés africaines ").

En mars 2004, les agences des Nations unies ont dénoncé le " nettoyage ethnique " en cours au Darfour, et le secrétaire général Kofi Annan a évoqué la possibilité d'une intervention de troupes des Nations Unies. La RADDHO approuve cette proposition et recommande sa mise en œuvre sans délai.

La RADDHO exprime sa vive inquiétude sur le peu d'intérêt accordé au Darfour par rapport aux efforts en direction de la RDC et de la Côte d'Ivoire. Le désintérêt de la communauté internationale au Darfour constitue une négligence criminelle.

La RADDHO

- Lance un appel à l'Union Africaine, aux Nations Unies, à l'Union Européenne et à l'Organisation Internationale de la Francophonie afin qu'ils ne managent aucun effort pour parvenir à un accord politique entre la rébellion et le gouvernement et un désarmement effectif des milices arabes par des troupes onusiennes. Actuellement, les 120 observateurs militaires de la Mission d'Observation de l'Union Africaine sont totalement impuissants face à l'ampleur de la catastrophe humanitaire.
- Demande au gouvernement soudanais d'assurer l'accès immédiat et sans restriction des organisations humanitaires aux victimes, et l'arrêt des attaques contre les civiles au Darfour.

Villa N°4024 Amitié II – Allées Seydou Nourou TALL – BP : 15246 Dakar _ Fann SENEGAL
Téléphone : (221) 865 00 30 – Fax : (221) 824 60 52

E-Mail : raddho@telecomplus.sn – obsdh@sentoo.sn - Site web : www.raddho.africa-web.org

- Invite le gouvernement soudanais à mettre un terme au double langage, en sommant fermement les Janjawad à mettre un terme aux massacres des populations.
- Demande aux Nations Unies, à l'Union Africaine et à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, de faire le suivi des missions intérieures au Darfour, et d'envoyer une nouvelle commission d'enquête sur les violations graves et massives des droits humains au Darfour.

Fait à Dakar, le 15 juin 2004
Le Secrétariat Général